

## **Déclaration de la délégation de la CGT(\*) à la conférence RIO+ 20 :**

### **Sans remise en cause profonde, aucune issue !**

Les Etats ont conclu le sommet de la terre sur le développement durable par l'adoption d'un texte particulièrement décevant en termes d'ambitions et d'engagements en faveur d'actions immédiates. Cette conclusion aux antipodes des attentes s'avère protectrice d'un système économique totalement antinomique avec les obligations qui s'imposent à nos sociétés pour répondre aux enjeux. Elle est insultante envers les populations qui souffrent, envers la préservation indispensable de la nature, envers le monde scientifique. Elle est pour une bonne part irresponsable, sa médiatisation positive n'y changera rien ! Les Etats ont fait le choix de céder au lobbying des grandes firmes internationales cramponnées sur une posture de préservation de modes de production et de consommation dont la finalité est le profit et la concentration des richesses.

La CGT, qui depuis deux ans a porté dans ce processus des conceptions alternatives et fait valoir haut et fort le passage obligé par une révision des finalités et des modalités de production, n'est pas étonnée de ce résultat regrettable. Elle ne cédera pas à la déception pour autant, considérant que le combat continue. Ce combat est conforté par l'ampleur des rassemblements et actions auxquels a donné lieu ce sommet, élargissant sensiblement l'écho aux solutions alternatives et aux attentes du monde du travail, des populations.

La CGT fait sienne l'analyse de la Confédération Syndicale Internationale (<http://www.ituc-csi.org/rio-20-declaration-de-la-csi.html?lang=fr>) et de la Confédération Européenne des Syndicats auxquelles elle a contribué. Elle salue ce mouvement unitaire mondial des travailleurs qui a su mettre en valeur, et faire entendre les indispensables transformations qui ne peuvent prendre corps que par des transformations profondes, débouchant sur un Développement Humain Durable. Une visée qui implique dès à présent l'engagement d'une transition juste socialement de nos sociétés à même d'être soutenable pour la planète, sa protection et la gestion de ses ressources naturelles.

La CGT salue également les convergences supplémentaires forgées avec les ONG et plus largement les mouvements associatifs. Cet élan doit permettre une montée en puissance plus rapide et plus conséquente de l'action commune débouchant sur un rapport des forces favorable. Cette capacité d'action unitaire, sur une approche intégrée (social, environnemental et économique) est prometteuse. Les tentatives perceptibles dans les décisions de Rio d'opposer le social à l'environnemental n'y résisteront pas. Les Etats doivent enfin comprendre que la société civile n'est pas l'exclusivité des entreprises qui se l'arrogent sans en être représentatives, avec pour seul objectif de freiner tout changement et continuer comme avant.

La CGT prend acte que la France, dans sa participation à la négociation, et dans son appréciation finale ait eu la volonté de traduire les attentes transformatrices exprimées par l'ensemble de ces mouvements. Elle appelle à ne pas lâcher ce combat et jugera aux actes en France et en Europe.

Les conclusions de Rio+20, restent sur les principes, se limitant à des plans de travail vers d'éventuelles décisions dans les années à venir et à quelques sommaires recommandations. Il reste qu'à partir de là, le texte ne ferme la porte à rien et surtout n'a pu graver dans le marbre les choix capitalistes, libéraux et de déréglementation voulus par les multinationales. Les mobilisations doivent investir cet espace pour gagner l'inflexion dans ces décisions à venir et renverser la logique des plans d'austérité face à la crise, en substituant la réponse aux besoins sociaux et environnementaux qui sont la seule solution. Les mobilisations en ont la force et le potentiel.

C'est le cas du socle de protection sociale universelle, du travail décent et de la transition juste qui intègrent très clairement le texte avec plan de travail sous la responsabilité de l'OIT. C'est le cas de la gouvernance, avec une réforme du Conseil Economique et Social de l'ONU et avec une place plus seulement d'observateur mais d'acteur pour la « société civile » dans les négociations de haut niveau elles-mêmes. C'est également le cas sur les biens communs et d'intérêt général, sur les droits fondamentaux où les tenants du « continuer comme avant » n'ont pu inscrire dans le texte le choix

unique de la marchandisation envisagé dans les premières versions. C'est le cas du travail ouvert sur les objectifs de développement durable (ODD) dans lesquels la dimension humaine devra trouver une vraie place crédible.

La CGT le réaffirme : pour engager une transition vertueuse de nos sociétés, pour répondre aux défis posés, il faut sortir de ce « business as usual ». Comme il importe de rapidement mettre en place une Taxe sur les Transaction Financières solution de justice sociale et de financement réellement innovant.

La CGT avec le syndicalisme mondial, comme avec les ONG et le collectif France Rio+20, dont elle est membre actif, ne baissera pas les bras.

La CGT, considère que l'importance du multilatéralisme ne saurait dédouaner les Etats d'engagements propres sous couvert d'absence d'accord unanime. Ceux qui étaient prêts à s'engager à Rio, dont la France et l'Europe selon leurs propos et positions, doivent ouvrir la voie et donner l'exemple transformateur et engager avec tous les pays possibles des actions de coopération qui tranchent avec la concurrence industrielle et commerciale sur fond de dumping social et environnemental. Ces mêmes Etats doivent aussi s'engager sur la mise en œuvre des recommandations du texte de Rio en actes concrets comme par exemple sur les libertés et droits syndicaux avec élargissements des prérogatives et sur la responsabilité sociale (RSE) des entreprises. En France, une révision du décret d'application de l'article 225 de la loi Grenelle 2 et l'élargissement des prérogatives des comités d'entreprise et des CHSCT aux questions environnementales serait un premier signe positif.

Pour plus d'info sur activité CGT au sommet de Rio, analyse et déroulement : <http://-cgt-devdurable.com>

(\*) La délégation était composée de Daniel GENESTE et Fabienne CRU MONTBLANC

Montreuil le 28 juin 2012